

L'Afghanistan à la lumière de Lénine et de Trotsky

C'est précisément parce que l'affaire de l'Afghanistan n'a pas de précédent où l'on en retrouverait l'ensemble des caractères qu'il faut examiner de près les principes auxquels on se réfère, et délimiter soigneusement à leur lumière les comparaisons qui ne valent, chacune, que partiellement. Cependant, ce n'est pas dire que nous soyons théoriquement désarmés. Lénine a consacré à la question nationale, tout au long de sa vie politique, de multiples textes, et concernant les circonstances les plus variées, et l'apport de Trotsky a ajouté considérablement.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Selon la majorité, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est qu'un droit démocratique subordonné au principe supérieur des intérêts généraux du prolétariat. Vérité si générale qu'elle en devient creuse; c'est, en fait, une manière mécanique de poser le problème des rapports entre « principes ». Les droits démocratiques — nous avons eu l'occasion de le rappeler contre toutes les positions ultra-gauchistes dans nos rangs, lors de la discussion de la résolution *Démocratie socialiste et dictature du prolétariat* — ne sont pas en contradiction avec les « droits socialistes ».

Touchant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Lénine s'exprimait sans la moindre équivoque en janvier-février 1916, dans des thèses qu'il leur consacrait : *« Le socialisme victorieux doit nécessairement instaurer une démocratie intégrale et, par conséquent, non seulement instaurer une égalité totale en droits des nations, mais aussi mettre en application le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la libre séparation politique. Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affronteront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre — et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation — ces partis trahiraient le socialisme. Certes la démocratie est aussi une forme d'État, qui devra disparaître, quand celui-ci disparaîtra lui-même, mais cela n'arrivera que lors du passage du socialisme définitivement victorieux et affermi au communisme intégral. »*¹

La même année, en juillet, tirant le « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Lénine allait beaucoup plus loin en faisant le tour du problème : *« Nous avons affirmé que ce serait trahir le socialisme que de ne pas appliquer en régime socialiste le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. L'on nous répond : "Le droit d'autodétermination n'est pas applicable à la société socialiste." C'est là une divergence radicale. »* Lénine l'explore sans se cacher les difficultés du problème : *« L'impérialisme léguera au socialisme qui le remplacera des frontières moins démocratiques, une série d'annexions en Europe et dans les autres parties du monde. Qu'est-ce à dire? Le socialisme vainqueur, rétablissant et réalisant jusqu'au bout la démocratie intégrale sur toute la ligne, se refuserait à une détermination démocratique des frontières de l'État? Il se refuserait à tenir compte des "sympathies" de la population? »* Et, répondant que *« ces frontières seront déterminées d'une façon démocratique, c'est-à-dire conformément à la volonté et aux "sympathies" de la population »*, il en donne une raison qui n'a rien de moraliste : *« Jamais la communauté socialiste ne sera en mesure d'incorporer de force en son sein des nations entières. »* Et il établit le lien dialectique des principes : *« En transformant le capitalisme en socialisme, le prolétariat rend possible l'abolition complète de l'oppression nationale; mais cette possibilité se transformera en réalité "seulement" — "seulement"! [c'est Lénine qui souligne trois fois] avec l'instauration intégrale de la démocratie dans tous les domaines, jusques et y compris la délimitation des frontières de l'État selon les "sympathies" de la population, jusques et y compris la pleine liberté de séparation. »*

Lénine cite à ce sujet Engels qui écrivait à Kautsky le 12 septembre 1882 : *« Une seule chose est certaine : c'est que le prolétariat victorieux ne*

peut pas imposer un bonheur quelconque à aucun peuple sans compromettre par là sa propre victoire. Naturellement cela n'exclut pas le moins du monde les guerres défensives de natures diverses. » Dans son commentaire de cette lettre, Lénine développe : « *Des révolutions — contre l'État socialiste — sont possibles, ainsi que des guerres [...] l'"indubitable" pour Engels c'est le seul principe suivant, absolument internationaliste, qu'il applique à tous "les peuples étrangers", c'est-à-dire pas seulement aux peuples coloniaux : leur imposer le bonheur serait compromettre la victoire du prolétariat* »²

Avec Lénine, répétons donc qu'il est « *absurde d'opposer la révolution socialiste et la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à l'une des revendications démocratiques, en l'espèce à la revendication nationale. Nous devons associer la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à un programme et à une tactique révolutionnaire pour l'ensemble des revendications démocratiques : république, milice, élections des fonctionnaires par le peuple, égalité civique des femmes, droit des nations à disposer d'elles-mêmes, etc.* » Plus encore, rappelant la division des nations entre oppressives et opprimées, Lénine appuie : « *C'est de cette division que doit procéder notre définition du "droit des nations à disposer d'elles-mêmes", une définition démocratique conséquente, révolutionnaire et conforme à la tâche générale de la lutte immédiate pour le socialisme.* »³

Dans les « Treize questions, treize réponses » (*Dossier Afghanistan*, p. 19-20), on peut lire, en réponse à la 9^e question sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : « Positive face à l'impérialisme, elle peut devenir négative quand elle est subordonnée à l'impérialisme au détriment de la révolution », etc. Il est clair que cette affirmation est en opposition radicale avec le point de vue de Lénine rapporté ci-dessus.

Certes, Lénine avait eu lui-même des positions moins catégoriques en 1906, mais, même alors, il marquait une différence nette entre la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (« *La social-démocratie luttera toujours et contre toute tentative d'exercer de l'extérieur, par la violence ou par quelque injustice que ce soit, une influence sur la libre expression de la volonté nationale* ») et le soutien d'un tel droit⁴.

Dans un cas tel que celui de l'Afghanistan, il n'est en effet question pour personne de soutenir le choix du peuple afghan de son régime traditionnel de propriétaires fonciers quasi-féodaux appuyés sur les mollahs, dont il a pourtant terriblement souffert, mais qu'il préfère encore au socialisme stalinien importé de l'étranger. Non, personne ne propose un tel soutien aux guérillas islamiques armées par l'impérialisme. Mais avons-nous le droit de *ne pas reconnaître* son droit de libre disposition à ce peuple ?

Toujours dans son texte cité de 1916⁵, Lénine examinait l'attitude de

Marx et Engels à l'égard des « *peuples piliers de la réaction bourgeoise* » en Europe du Sud-Est en 1848-1871, et il justifiait ainsi leur attitude : « *Les différentes revendications de la démocratie, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une parcelle de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui socialiste) mondial. Il est possible que, dans certains cas concrets, la parcelle soit en contradiction avec le tout; elle est alors à rejeter* », mais cela parce que « *si l'on veut rester fidèle au marxisme* » il faut : « *Simplement : 1. que l'intérêt de la libération de plusieurs grands et très grands peuples d'Europe est supérieure à celui du mouvement de libération des petites nations; 2. que la revendication de la démocratie doit être considérée à l'échelle de l'Europe entière — il faut dire aujourd'hui : à l'échelle mondiale — et non pas isolément. Rien de plus. Cela ne dément en rien ce principe socialiste élémentaire [...] auquel Marx est toujours resté fidèle, à savoir qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre.* »

Le peuple afghan est-il aujourd'hui un pilier de la réaction mondiale ? Son droit à disposer de lui-même s'oppose-t-il à la libération nationale ou sociale de plus grands peuples ? C'est le contraire qui est vrai. A savoir que c'est l'offensive des armées de la bureaucratie du Kremlin qui menace, au-delà du peuple afghan qu'elles écrasent au napalm, non seulement l'évolution de la révolution iranienne, mais (notre monde s'étant rapetissé depuis le XIX^e siècle) l'avenir des révolutions vietnamienne et cambodgienne d'une part, de l'Amérique centrale d'autre part.

Notons enfin que la formule de la 9^e réponse des « Treize questions... », frappant de « négativité » le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes quand ceux-ci sont « subordonnés à l'impérialisme au détriment de la révolution », implique une pure et simple *négation* de ce droit démocratique.

En effet, elle suppose une condition à la reconnaissance du droit à l'indépendance des États actuellement dominés par la bureaucratie russe, et, par conséquent, un soutien des révolutionnaires à cette bureaucratie dans le cas où une révolution anti-bureaucratique dans un de ces États dominés mettrait en cause la base socialiste de cet État.

Certes, une telle hypothèse a peu de chance de se réaliser, les masses prolétariennes sachant fort bien distinguer entre structures socialistes et directions bureaucratiques, mais il n'est toutefois pas impossible d'exclure une telle éventualité dans un État encore arriéré et faiblement prolétarien tel qu'il en existe encore dans le cadre de l'URSS.

Par ailleurs, sa simple éventualité est toujours présentée comme inéluctable par la bureaucratie (Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968), et les révolutions anti-bureaucratiques charrieront toujours — et d'autant

plus qu'elles se produiront tardivement — les forces et intérêts les plus contradictoires. Rappelons que c'est l'argument d'un « glissement à droite » de la révolution hongroise de 1956 qui amena Sartre, qui n'approuva pas l'intervention russe, à l'« expliquer » : « Les responsables de l'intervention ont agi dans la conviction qu'un conflit mondial était inévitable. »⁶

Encore une fois, si les nations européennes dominées par l'URSS ont un prolétariat qui, par son poids dominant, imposera à coup sûr ses solutions dans la révolution anti-bureaucratique, il n'est pas assuré que la haine farouche de l'« argousin stalinien grand-russe » ne puisse pas rejeter en arrière les peuples parmi les moins développés de l'URSS au moment des règlements de compte dont le prolétariat soviétique sonnera l'heure. Et personne ne peut dire que l'invasion russe de l'Afghanistan n'est pas reliée à des craintes quant à l'évolution des populations musulmanes de l'URSS observant la révolution iranienne.

Le prix à payer pour la dictature bureaucratique stalinienne et son oppression nationale, directement héritée du tsarisme, sur quantités de peuples sera lourd. On ne peut se le cacher. Mais les révolutionnaires n'amortiront pas cette note en se portant, contre ces peuples, au secours de la bureaucratie aux abois. La réponse, là encore, est dans Lénine, dans sa « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale » pour le II^e congrès de l'Internationale communiste⁷ : « 12. *L'oppression séculaire des peuples coloniaux et faibles par les puissances impérialistes a laissé dans les masses laborieuses des pays opprimés non seulement de la haine, mais également de la méfiance à l'égard des nations oppressives en général, y compris à l'égard du prolétariat de ces nations [...] D'un autre côté, plus un pays est arriéré, et plus y sont puissants la petite production agricole, le mode de vie patriarcal et l'indigence d'esprit, ce qui confère inmanquablement une grande force de résistance aux plus enracinés des préjugés petits-bourgeois, à savoir ceux de l'égoïsme national, de l'étroitesse nationale. Étant donné que ces préjugés ne pourront disparaître qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés, et après la transformation radicale de toute la base économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne pourra être que très lente. D'où l'obligation, pour le prolétariat communiste conscient de tous les pays, de faire preuve d'une prudence et d'une attention particulières à l'égard des survivances du sentiment national des pays et des peuples opprimés depuis très longtemps, et le devoir aussi de faire certaines concessions dans le but de hâter la disparition de cette méfiance et de ces préjugés.* »

Même là où le prolétariat est très minoritaire, c'est sa capacité à défendre les intérêts démocratiques des autres classes opprimées qui seule

peut le faire accepter comme direction par celles-ci. Là où il n'en est pas capable, soit de par l'extrême arriération du reste du peuple, soit de par sa propre incapacité politique, soit les deux, l'imposition de sa dictature de classe directe (et à plus forte raison par l'invasion étrangère) aboutira toujours à un résultat inverse à celui recherché : l'indispensable alliance des classes exploitées et dominées en devient impossible pour une période qui peut se révéler historique, et d'autant plus qu'en retour la répression qu'il exerce (ou qui est exercée en son nom) corrompt le prolétariat lui-même jusqu'à remettre en cause ses propres fins. Le Cambodge de Pol Pot représente la plus extrême réalisation d'une telle perversion des rapports entre classes dominées.

L'URSS est-elle menacée ?

A cette question, la majorité répond négativement (« Treize questions... », p. 15). Cependant, dans la discussion, revient sans cesse, et pas seulement du côté du SWP des États-Unis, les références aux deux cas où l'armée Rouge intervint à l'extérieur pour sa propre défense, à savoir en Géorgie en 1921 et en Finlande. Dans le cas de la Géorgie, le premier État ouvrier, encore fragile et épuisé par la guerre civile, ne peut pas se comparer à l'URSS stalinienne d'aujourd'hui. Lénine crut sur le moment les « spécialistes » qu'étaient les Géorgiens du comité central, à savoir Staline et Ordjonikidzé, affirmant que le soulèvement était mûr dans les masses. Plus tard, il s'aperçut qu'il avait été trompé. Alors que la Géorgie était devenu un État soviétique, ce sont les communistes géorgiens qui luttèrent pour son indépendance, et le combat de Lénine, il le mena contre Staline et Dzerjinski, « *qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe* » (31.12.1922). Ce sont ses derniers mots que ces mots : « *Qu'est-ce qui est si important pour le prolétaire ? Il est important, mais aussi essentiel et indispensable, qu'on lui assure dans la lutte de classe prolétarienne le maximum de confiance de la part des allogènes. Que faut-il pour cela ? Pour cela il ne faut pas seulement l'égalité formelle, il faut aussi compenser d'une façon ou d'une autre, par son comportement ou les concessions à l'allogène, la défiance, le soupçon, les griefs qui, au fil de l'histoire, ont été engendrés chez lui par le gouvernement de la nation impérialiste.* »⁸ Et c'est Lénine qui met impérialiste entre guillemets pour marquer qu'il s'agit là non du sens marxiste mais du sens traditionnel. Quant à Trotsky, dans son dernier ouvrage inachevé, *Staline*, il donne son ultime avis sur l'annexion de la Géorgie : « *J'étais partisan, pour ma part, d'une certaine période de travail*

préparatoire à l'intérieur du pays, afin de suivre le développement du soulèvement et de venir plus tard à son aide. J'estimais qu'après la conclusion de la paix avec la Pologne et après l'écrasement de Wrangel, la Géorgie ne pouvait présenter de danger immédiat, et que le dénouement pouvait être ajourné. [...] L'intervention militaire se développa avec succès et ne provoqua aucune complication internationale [...] Pourtant la méthode de soviétisation de la Géorgie revêtit une extrême importance pendant les années qui suivirent immédiatement. Dans les régions où les masses laborieuses étaient passées au bolchevisme déjà avant la révolution, elles acceptaient les souffrances et les difficultés subséquentes comme liées à leur propre cause. Il n'en était pas de même dans les régions moins avancées où la soviétisation était réalisée par l'armée. Là les masses travailleuses considéraient leurs privations comme résultant d'un régime imposé du dehors. En Géorgie, la soviétisation prématurée renforça les menchéviks pendant un certain temps et conduisit à l'importante insurrection de masse de 1924. »⁹

Dans le cas de la Finlande, c'est de la guerre impérialiste ouverte qu'il s'agissait, et alors « *l'indépendance nationale de la Finlande ou de la Norvège, la défense de la démocratie, etc., malgré leur importance en eux-mêmes sont inclus maintenant dans le conflit de forces mondiales incomparablement plus puissantes et leur sont entièrement subordonnées* »¹⁰.

Personne n'osera affirmer sérieusement aujourd'hui que l'URSS est menacée par l'impérialisme d'une Troisième Guerre mondiale, et surtout pas qu'une telle guerre peut avoir comme déclencheur l'invasion de l'Afghanistan.

Il est vrai que l'impérialisme américain s'est saisi de l'affaire pour une opération politique complexe : 1. comme prétexte pour rompre les accords Salt II afin de relancer son programme de surarmement et de parfaire son avance en ce domaine ; 2. comme justification devant son opinion publique de la préparation de son armée spéciale d'intervention et pour créer ainsi les conditions de la reprise de son rôle de gendarme contre-révolutionnaire mondial qui lui était devenu impossible depuis le traumatisme de sa défaite vietnamienne ; 3. tenter d'obtenir en Iran un renversement du cours de la révolution.

En dépit du peu d'enthousiasme rencontré en Europe occidentale pour cette opération combinée de semi-guerre froide (peu d'enthousiasme qui, en lui-même, est symptomatique du fait que l'on est loin des conditions d'une Troisième Guerre mondiale), l'impérialisme US a si vite atteint les deux premiers de ses buts qu'il peut se permettre d'offrir, en même temps qu'il poursuit l'avantage ainsi fourni, une neutralisation de l'Afghanistan dont il n'est pas impossible que la bureaucratie du Kremlin soit contrainte de finalement l'accepter à un certain point de

son empêchement dans le borbier où, pour l'instant, elle s'enfonce un peu plus chaque jour. Quant aux difficultés que l'impérialisme trouve en Iran dans ses manœuvres, elles expliquent son dernier tournant d'élévation du ton contre Moscou.

Cette attitude impérialiste de simple pression diplomatique (le boycott des jeux Olympiques frappant surtout par son côté dérisoire) se comprend d'ailleurs d'autant mieux que l'Afghanistan, admis de longue date comme appartenant à la zone d'influence de l'URSS, représenterait, en cas de guerre mondiale, un secteur du monde où toute offensive stratégique serait des plus aventureuses. A la réserve près que la politique soviétique actuelle est en train de transformer ce « glacis » en plaie ouverte.

Mais, même s'il n'en était pas ainsi, que l'on songe aux conditions dans lesquelles Trotsky proclama que *« le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété, de cette région ou d'une autre, si importants qu'ils puissent être par eux-mêmes, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale. »* Cette conclusion théorique est incontournable et d'autant plus qu'il s'agit en ce cas de l'« expropriation des expropriateurs » de « manière militaro-bureaucratique » dans la partie de la Pologne concédée à l'URSS par le traité Hitler-Staline, c'est-à-dire face à l'inéluctabilité — dont ne doutait pas Trotsky — de l'affrontement direct avec la puissance impérialiste la plus féroce réactionnaire et la plus formidablement armée. A cette aune, que vaut la justification de l'invasion, ou même simplement l'acceptation de la présence soviétique en Afghanistan, au nom de la menace d'affrontement avec l'impérialisme mondial ?

Les courants qui invoquent la défense de l'URSS comme argument pour justifier l'invasion de l'Afghanistan dévoient la notion de cette défense qui ne vaut que face aux menaces impérialistes contre la conquête prolétarienne que représente l'État d'économie collectiviste, mais en aucun cas n'implique un soutien de la politique du pouvoir bureaucratique, et surtout pas dans le cas d'une guerre d'annexion. *« Les annexions, rappelait Lénine, creusent un abîme entre le prolétariat de la nation dominante et celui de la nation opprimée [...] le prolétariat de la nation opprimée s'unirait à sa bourgeoisie et considérerait comme un ennemi le prolétariat de la nation dominante. [...] ; pour être en mesure d'accomplir la révolution socialiste et de renverser la bourgeoisie, les ouvriers doivent s'unir étroitement, et la lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-*

mêmes, c'est-à-dire la lutte contre les annexions, favorise cette étroite union.»¹¹

Qu'il s'agisse dans le cas présent non d'un État bourgeois, mais d'un État ouvrier — monstrueusement dégénéré, ne l'oublions pas — ne change rien à l'effet social de l'annexion, les événements d'Afghanistan le prouvent tous les jours.

La majorité qui nie que l'URSS soit menacée par l'impérialisme n'en est que plus inconséquente de proclamer que le retrait des troupes soviétiques constituerait une victoire de l'impérialisme, grave du point de vue des rapports de forces internationaux entre les classes. C'est ne pas voir que c'est l'invasion de l'Afghanistan qui, en soi, permet à l'impérialisme d'améliorer ses positions, et que la plus sûre victoire pour tous les impérialismes serait que l'URSS s'embourbe dans cette guerre.

Y a-t-il eu une révolution prolétarienne en Afghanistan?

La notion pervertie de la défense de l'URSS dans les frontières de l'Afghanistan, ou même — position semblable mais atténuée — l'idée que le retrait des troupes soviétiques serait maintenant une «défaite» prolétarienne, suppose en fait le problème de l'assimilation structurelle comme réglé d'avance, et comme solution (bureaucratique certes) de la révolution avortée de 1978-79.

S'il n'y a pas de désaccords sur la *description* de la révolution de 1978, il est curieux, pour des marxistes d'ordinaire aussi rigoureux sur la théorie que nous le sommes, nous trotskystes, de n'être pas clair sur la *nature* de cette révolution. S'agissait-il d'une révolution prolétarienne en cours?

Le fait que le PDPA se réclame du marxisme et prenne appui sur la bureaucratie moscovite ne garantit en rien son caractère prolétarien.

A plusieurs reprises (et, en particulier, dans le *Programme de transition*), Trotsky a parlé des partis staliniens comme de partis petits-bourgeois. Lorsqu'il s'agissait d'incontestables partis ouvriers par leur origine et leur composition sociale, il s'agissait évidemment de la caractérisation de la nature sociale de leur politique. Mais, de plus en plus, des partis staliniens tardivement constitués sont des partis petits-bourgeois dans tous les sens du mot. Tel est le cas du PDPA. Il s'agit d'un parti petit-bourgeois dont le radicalisme ne tient qu'à son assimilation de la brutalité bureaucratique stalinienne. De ce point de vue, son échec confirme totalement la théorie de la révolution permanente quant à l'incapacité d'une direction petite-bourgeoise de diriger une révolution.

Les « Cinq Questions... » de *Rouge* citent un passage de la *Révolution permanente* où l'on peut lire : « *Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux ou politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en tant que direction pour les masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets dirigés contre les masses travailleuses [...] Un pays colonial ou semi-colonial arriéré, dont le prolétariat n'est pas suffisamment préparé pour grouper autour de lui la paysannerie et pour conquérir le pouvoir, est de ce fait incapable de mener à bien la révolution démocratique.* »

Cela décrit l'Afghanistan. Mais le commentaire majoritaire ne manque pas d'ambiguïté. Il analyse bien comme « incohérente » et « suicidaire » la politique du PDPA, mais conclut qu'en dépit du fait que son programme de demi-mesures ne faisait qu'aggraver les difficultés objectives de la situation, nous devons en soutenir les « pas en avant ».

Cette façon d'aborder un programme n'est pas celle de marxistes révolutionnaires, ce n'est pas celle de Trotsky. Un programme est une totalité dont tous les éléments se conditionnent. Nous soutenons à coup sûr les *mesures* progressistes prises par toutes les variétés de réformistes qui sont capables d'en prendre, et personne n'a contesté que nous l'ayons fait en Afghanistan au cours des années passées, mais l'échec fatal d'un programme de demi-mesures dans les conditions typiques de la révolution permanente est l'objet de notre part d'une impitoyable critique globale, et nous n'y prenons pas un gramme de responsabilité, pas plus en Afghanistan que dans le Chili de Salvador Allende. Et cela n'est en rien de la neutralité.

Il y a pire, quand, un peu plus loin, le même article demande : « Fallait-il être neutre quand les jeunes instituteurs du PDPA étaient massacrés dans les villages pour avoir demandé que les femmes assistent aux séances d'alphabétisation? » La démagogie d'une telle question est fort suspecte. Le stalinisme, hélas ! a su trouver pour sa sinistre cause de nombreux martyrs et risque d'en trouver encore avant sa faillite définitive. Leur sort de courageux militants ouvriers nous touche profondément. Mais nous savons que, plus que des réactionnaires qui les abattent, ils sont d'abord et avant tout les victimes du stalinisme lui-même qui les jette aux aventures sans issue.

Dans le cas précis de cette lutte pour l'alphabétisation et l'émancipation des femmes (mise en épingle à longueur de colonnes par *l'Humanité*), nous avons un exemple typique de mesures *fausses*, en cela qu'elles sont prises à contre-sens, et non par erreur généreuse, mais comme réac-

tion petite-bourgeoise, alibi inconscient au recul devant les véritables tâches révolutionnaires. Alors que la réforme agraire était auto-sabotée parce que dépourvue de sa base fondamentale, le contrôle du crédit par l'État, et surtout du point central du programme léniniste : la constitution de soviets paysans, s'attaquer aux coutumes et mœurs d'un peuple musulman arriéré par le haut et de façon paternaliste, c'était mettre la charrue avant les bœufs, ce qui n'a jamais permis à personne de labourer.

Mais la majorité martelle sa question : « Sommes-nous neutres ? » Trotsky était-il neutre face à la collectivisation forcée de 1929 en URSS ? Nous ne sommes pas neutres face aux programmes réformistes ou ultragauches, nous sommes contre ! Nous ne sommes pas neutres, nous avons un *autre* programme, celui de la révolution permanente. Nous ne sommes pas neutres, nous sommes du côté des paysans, doublement victimes de ce programme absurde de petits-bourgeois timorés doublés de bureaucrates impitoyables qui corrigent leur incapacité révolutionnaire par la construction d'un goulag à la mesure de leurs moyens, règlent leurs divergences à coup de révolver et réussissent maintenant à retourner contre eux leur propre base sociale si étroite.

La seule conclusion que nous pouvons en tirer à l'heure du désastre où ils appellent les grands frères russes à l'aide, c'est qu'ils n'ont plus qu'à aller méditer ailleurs les leçons de leur pitoyable et sanglante faillite. Il y a assez de fourgons russes en Afghanistan pour ramener en URSS cette infime minorité d'Afghans staliniens.

La révolution afghane a échoué comme toutes les révolutions dont le stalinisme a pris la direction.

Vous avez dit « Guerre civile en Afghanistan » !

L'invasion russe en Afghanistan transforme la guerre civile en guerre nationale. Une des premières conséquences de l'invasion, c'est que les objectifs — si timides — de révolution démocratique sont abandonnés et qu'à la fois Brejnev, sur les ondes du Kremlin, et Karmal, de son blocus de Kaboul, proclament et recherchent une solution bourgeoise pour le pays. L'armée — rouge ici du seul sang du peuple afghan — n'est en ce cas en rien celle du prolétariat mondial, elle est à cent pour cent l'instrument de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne.

Dans cette guerre, sommes-nous neutres ? Non ! Si nous avons des forces dans le pays — hélas ! nous n'en avons pas — devraient-elles comme

le demande la majorité prêcher à la bureaucratie russe comment, en s'emparant de *notre* programme, «aller jusqu'au bout jusqu'à l'écrasement de la réaction» («Treize questions...»)? Le peu de sérieux d'une telle position couvre en fait une approbation honteuse de l'invasion russe. La prétendue guerre civile voit la majorité se ranger — vêtue mais soumise — dans le camp de la bureaucratie contre le peuple afghan.

Si nous avions des forces en Afghanistan, certes elles ne devraient pas être neutres, mais *dans le maquis*, pour constituer leurs propres guérillas ou pour arracher la direction de celles qui existent aux chefs réactionnaires. Elles se comporteraient en somme comme les communistes yougoslaves se sont comportés entre les envahisseurs nazis et les guérillas réactionnaires tchetniks. Elles participeraient à la guerre de libération nationale pour la transformer en guerre de libération sociale. Cela n'a rien à voir avec une quelconque neutralité.

Mais, vont s'écrier nos camarades majoritaires, le plus probable est que l'URSS va assimiler structurellement l'Afghanistan, et donc, par des moyens bureaucratiques que, certes, nous condamnons, toutefois socialiser ce pays qui, au terme d'une crise douloureuse qui peut être longue, aura des effets bénéfiques.

L'erreur est double. Non seulement l'assimilation structurelle n'est pas probable, mais elle est quasi impossible, à moins d'assimiler un désert de napalm. Trotsky nous rappelle dans *Défense du marxisme* que sans appel, fût-il très prudent, à une action indépendante des masses, il est impossible d'établir un nouveau régime. Par ailleurs, une assimilation forcée au travers de massacres qui, déjà, n'ont pas de précédent dans les cas d'assimilation précédentes, n'aurait rien de positif mais serait l'assimilation d'un cancer dont les premières métastases seraient pour les peuples allogènes musulmans d'URSS, aliénerait le monde arabe tout entier au communisme pour une période historique (au moins jusqu'à la révolution politique généralisée) sans parler des effets seconds déjà évoqués.

Oui, la guerre de la bureaucratie en Afghanistan n'est que la continuation de sa politique par d'autres moyens. Mais c'est pourquoi nous n'avons pas un gramme de soutien à lui apporter. Nous la dénonçons comme cette politique elle-même. Ce qui signifie que nous exigeons qu'elle s'arrête, et donc que les troupes soviétiques se retirent.

Hors d'Afghanistan les armées de la contre-révolution stalinienne!

Pour la majorité, le maintien des troupes russes en Afghanistan est un moindre mal par rapport à leur retrait qui représenterait une victoire de la réaction locale, et, par là même, de l'impérialisme. Dans le numéro 908 de *Rouge*, le camarade Rovère demande : « Citez un seul exemple de lutte ouverte pour le pouvoir, de guerre civile, où la bourgeoisie et la réaction sur le point d'être victorieuses militairement et politiquement, aient décidé d'être magnanimes, de ne pas mettre à profit l'avantage qu'elles ont acquis pour tenter de liquider le plus radicalement possible l'adversaire, ses organisations, ses militants et ses sympathisants ? » Mais qui a dit qu'il n'en serait pas ainsi? Seulement voilà, la défaite est déjà acquise. Certes, le retrait russe commencerait par un règlement de comptes versaillais. Mais ce serait là *le moindre mal*. Cette victoire de la réaction (qu'il est simpliste d'identifier à une victoire de l'impérialisme, à la manière de ces journalistes pour lesquels les peuples ne sont que des pions des grandes puissances) rendrait d'abord l'Afghanistan à la lutte de classes. Et l'on sait que les masses qui ont remporté une victoire par les armes acceptent difficilement d'être désarmés et de se plier à nouveau à la servitude antérieure. Seul le départ des Russes laisse des chances à un renouveau révolutionnaire dans un futur proche. Quant à la défaite que ce serait incontestablement pour la bureaucratie, notre espoir est que ce puisse être pour elle quelque chose de comparable à la défaite que connut le tsarisme de la part du Japon en 1905.

Mais à qui s'adresse le mot d'ordre de retrait? demande la majorité. C'est faire chorus avec toutes les forces de réaction! Ce dernier argument nous a été opposé tant de fois, de tant de côtés et à tant d'occasions, qu'il n'est guère nécessaire d'y répondre longuement. Notre politique est claire dans son explicitation, dans son contexte, dans sa continuité. Ceux qui feindraient de s'y tromper ne sont pas des innocents mais des canailles.

Quant à la première question, elle n'est pas plus difficile. Absents du terrain où elle s'adresserait effectivement à l'armée Rouge dans le sens d'un « Go home » et, s'il y avait des maquis révolutionnaires, d'un appel à la désertion vers eux, comme préparation à la révolution politique en URSS, le mot d'ordre est lancé en direction du Kremlin, pour l'éducation du mouvement ouvrier et, en particulier, des militants des partis stalinien en crise.

L'exigence d'une « consigne d'action », là où l'on est absent du terrain de l'action, est juste en tant que projet d'action et de responsabilité assu-

mée d'une politique potentielle, mais, dans la situation qui est la nôtre en cette affaire, la fonction de nos mots d'ordre est d'éducation de la classe pour l'élévation de sa conscience au niveau des tâches difficiles de notre temps. La majorité n'a pas compris que, dans la situation essentiellement propagandiste où nous nous trouvons face à ce problème, nous tenions le mot d'ordre en soi comme secondaire. Qu'à cela ne tienne, nous n'avons aucune raison de reculer devant le défi de son utilisation.

1. Lénine, «La révolution socialiste et les droits des nations à disposer d'elles-mêmes» (thèses), janv.-févr. 1916, *Œuvres complètes*, t. 22, pp. 155-170.
2. Toutes les citations qui précèdent sont extraites de «Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes», juillet 1916, *op. cit.*, t. 22, pp. 344-388.
3. «Le prolétariat russe et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes», 1915, *op. cit.*, t. 21, pp. 423-430.
4. «La question nationale dans notre programme», 1903, *op. cit.*, t. 6, pp. 475-485.
5. «Bilan d'une discussion...», *op. cit.*, t. 22, pp. 365-367.
6. J.-P. Sartre, *le Fantôme de Staline*.
7. Juin 1920, *op. cit.*, t. 31, pp. 145-152.
8. Notes du 31.12.1922, *op. cit.*, t. 36, pp. 618-624. Voir, sur l'affaire géorgienne, *le Dernier Combat de Lénine*, de Moshé Lewin, Éd. de Minuit.
9. Trotsky, *Staline*, chap. IX.
10. Trotsky, *Défense du marxisme* (EDI), «Bilan de l'expérience finlandaise», pp. 251-261.
11. Lénine, «Bilan d'une discussion...», *op. cit.*, t. 22, p. 361.